



SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Bilan Janvier-Août 2025

CONFÉRENCE DE PRESSE
23 SEPTEMBRE 2025

Par José BARDAJI et Julien LAUGIER
Direction Études & Prospective

SOMMAIRE

01 | Conjuncture macroéconomique des entreprises

02 | Diagnostic des défaillances à fin août 2025

03 | Analyse du taux de défaillance

| 01

Conjoncture macroéconomique des entreprises

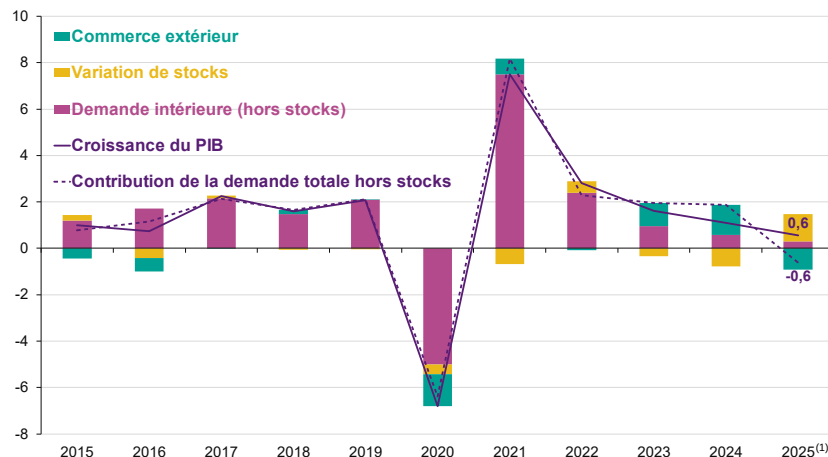
- i. L'économie française fait face à une baisse de la demande...**
- ii. ... qui se manifeste notamment par un besoin de financement des sociétés non financières**
- iii. Les incertitudes politiques pourraient reporter l'inflexion attendue du nombre de défaillances des entreprises**

La demande adressée à l'économie française enregistre un coup de frein...

Post-années covid, la demande adressée à l'économie française fléchit et devrait atteindre un point bas en 2025 de plus de 10 ans.

Contributions à la croissance du PIB en France

(en % et en points de pourcentage)



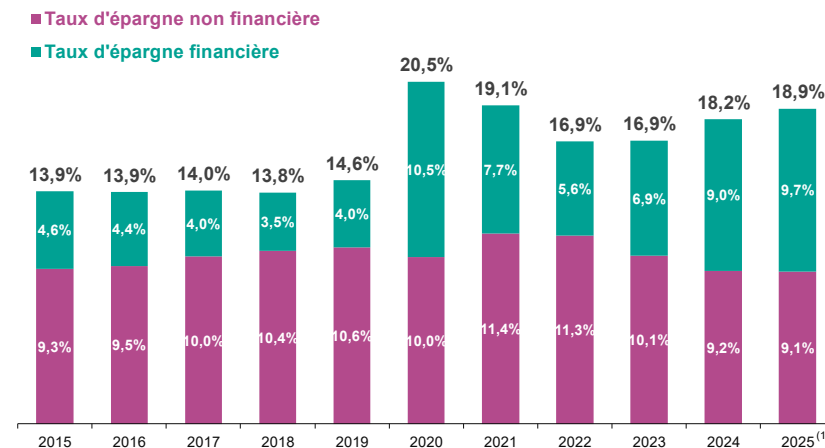
Source : Insee, Comptes nationaux trimestriels - résultats détaillés - 2^e trimestre 2025

¹ Acquis de croissance à l'issue du 2^e trimestre.

Le comportement d'épargne des ménages en constitue l'une des causes. Il surprend encore, en s'établissant trimestre après trimestre à des nouveaux niveaux records (hors période covid).

Taux d'épargne des ménages en France

(en % du revenu disponible brut)



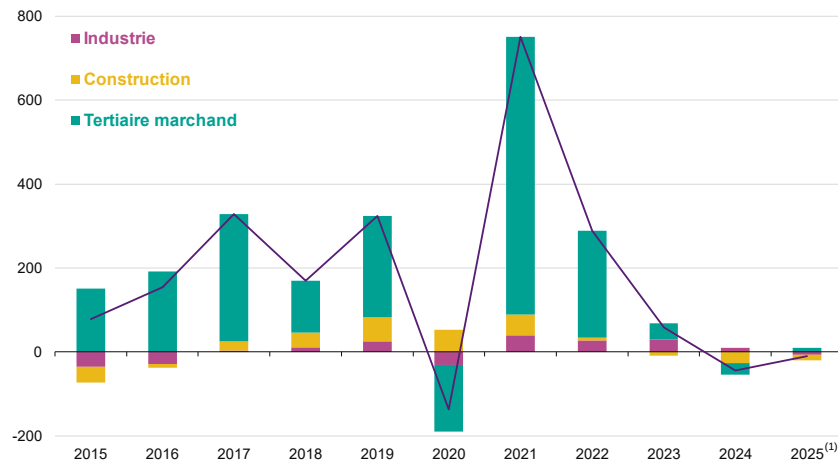
Source : Insee, Comptes nationaux trimestriels - résultats détaillés - 2^e trimestre 2025

¹ Acquis de croissance à l'issue du 2^e trimestre.

... et l'emploi est orienté à la baisse, en raison aussi du rétablissement (partiel) de la productivité

Dans le secteur privé, l'économie continue de détruire des emplois, notamment dans la construction.

Évolution de l'emploi salarié marchand non agricole (en milliers)



Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

¹ Données sur le 1^{er} semestre 2025.

La reprise de la productivité depuis près de deux ans ne permet pas de résorber le choc en niveau enregistré pendant la période Covid.

Productivité apparente du travail (base 100 en 2015)



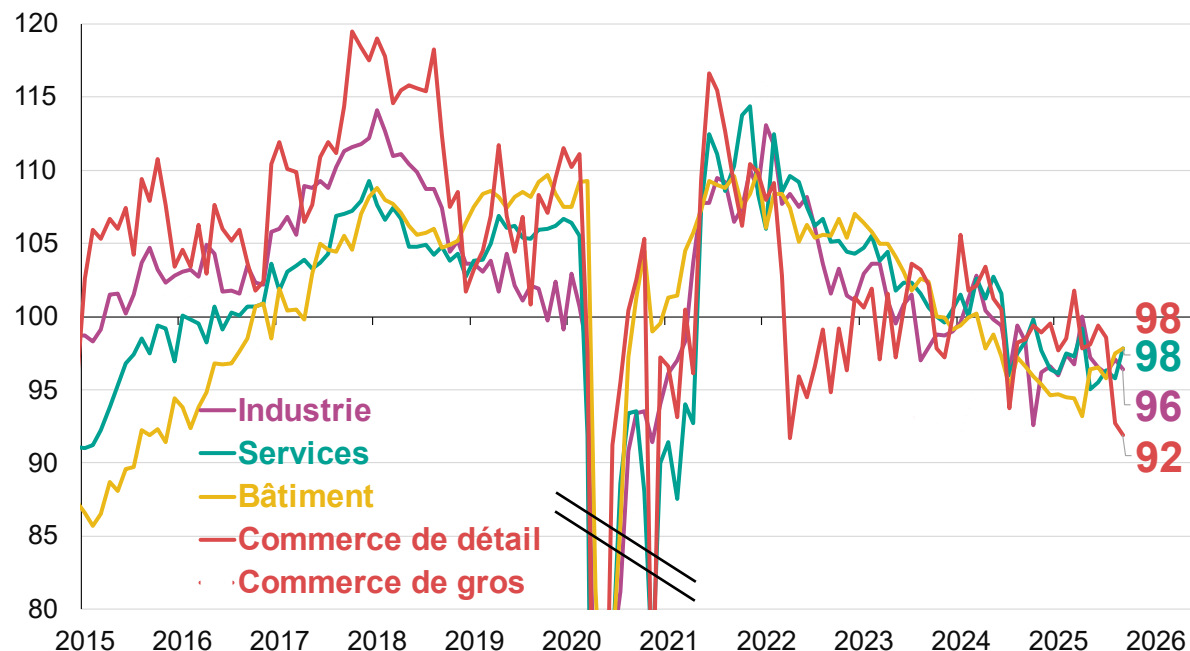
Source : Insee, Comptes nationaux trimestriels - résultats détaillés - 2^e trimestre 2025

¹ Acquis de croissance à l'issue du 2^e trimestre.

Le climat des affaires reste dégradé dans l'ensemble des secteurs d'activité

Indicateur synthétique du climat des affaires

(soldes d'opinion)



Depuis près d'un an et demi, le climat des affaires des entreprises en France est dégradé.

En septembre, il l'est particulièrement dans le commerce de détail et dans l'industrie.

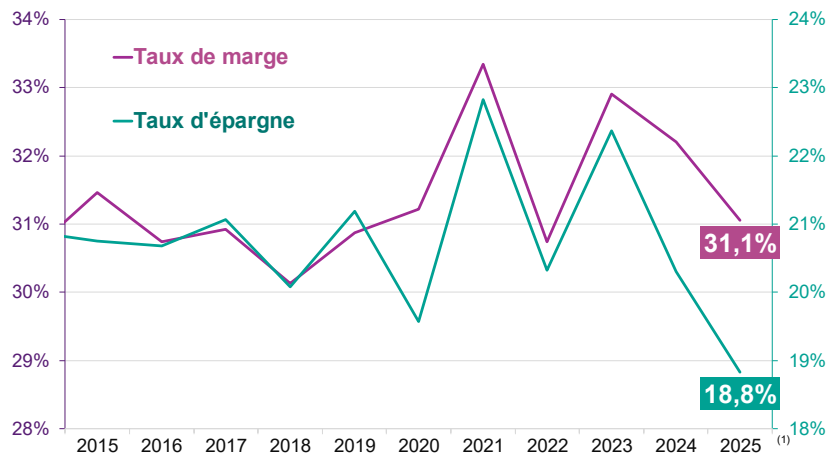
Source : Insee, derniers points : septembre 2025

Le taux de marge et le taux d'épargne des sociétés poursuivent leur baisse...

Après un point haut en 2023, le taux de marge diminue du fait de l'insuffisance de la demande et de la résilience des salaires. La baisse est deux fois plus importante pour le taux d'épargne qui atteint un plus bas depuis plus de 10 ans.

Taux de marge et taux d'épargne

(en % de la valeur ajoutée)



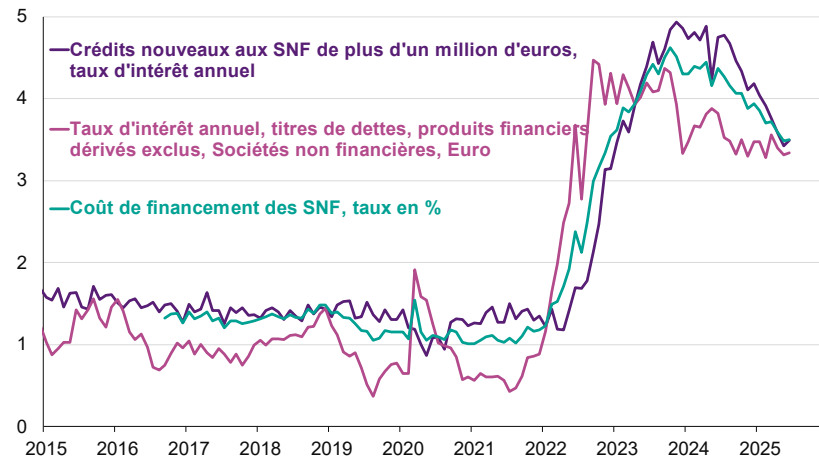
Source : Insee

¹ Données sur le 1^{er} semestre 2025.

Bien qu'en baisse depuis plus d'un an, les taux d'intérêt restent à un niveau sensiblement supérieur aux années 2015-2022. Ils expliquent la baisse du taux d'épargne à hauteur d'un point de pourcentage.

Taux d'intérêt des emprunts des SNF

(en %)



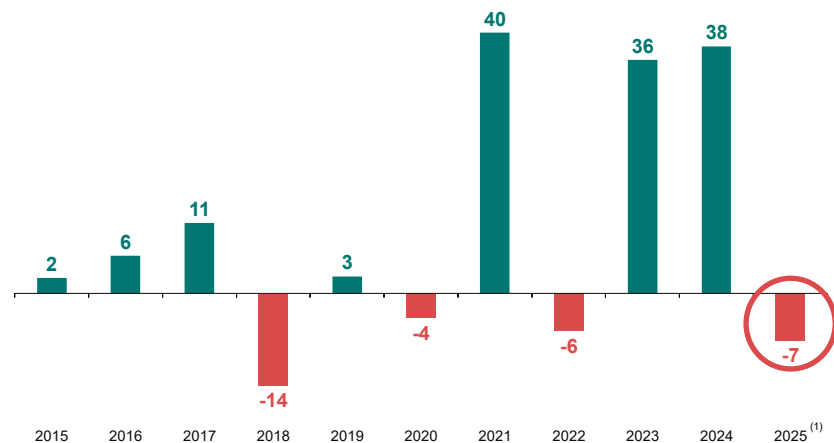
Source : Banque de France

... et pèsent sur leur trésorerie avec désormais un besoin de financement

Les sociétés non financières enregistrent un besoin de financement de 7 Md€ au 1^{er} semestre 2025, déjà supérieur aux précédents de 2020 et 2022.

Capacité/Besoin de financement (+/-)

(en milliards d'euros)



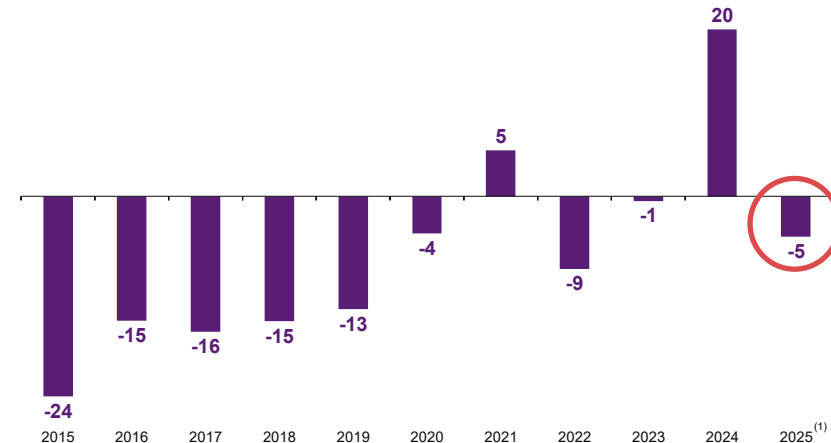
Source : Insee

¹ Données sur le 1^{er} semestre 2025.

Outre le recul du taux d'épargne, cette nette dégradation provient du coût des stocks. Après un soutien en 2024, les stocks pèsent de nouveau sur la trésorerie des sociétés au 1^{er} semestre 2025.

Compte de capital – variation des stocks des SNF

(en milliards d'euros)



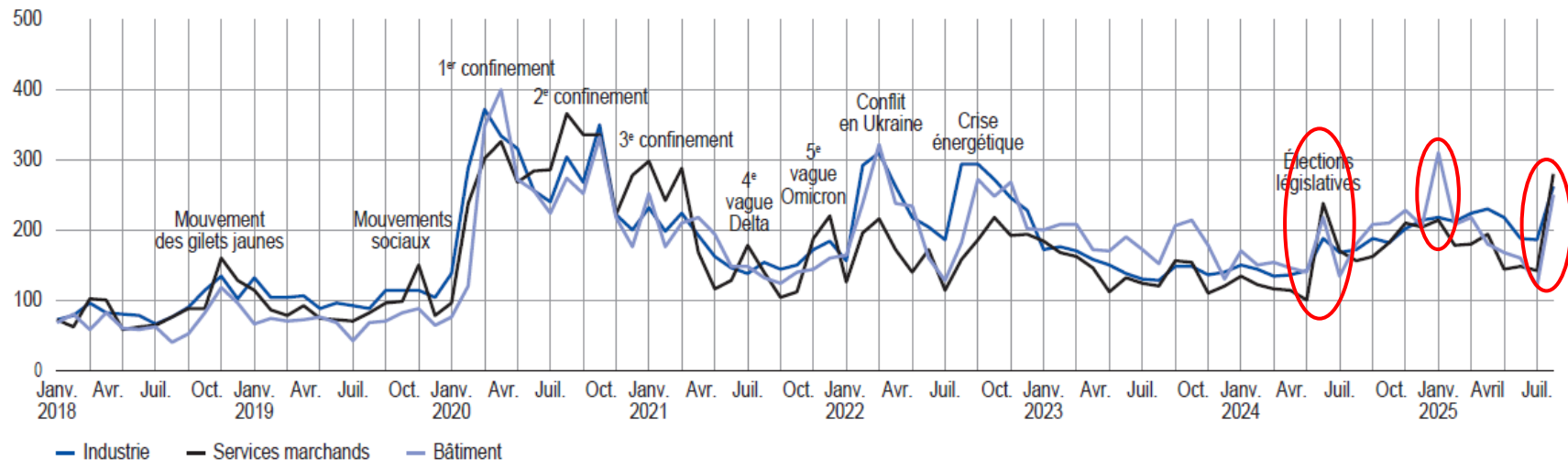
Source : Insee

¹ Données sur le 1^{er} semestre 2025.

Dans les mois à venir, l'incertitude issue de la situation politique complique les perspectives d'une amélioration

La dissolution de l'Assemblée nationale, la chute des gouvernements Barnier et Bayrou sont associées à une nette remontée de l'incertitude, propice à remettre en cause les projets de développement, d'investissement ou d'embauches.

Indicateur d'incertitude dans les commentaires de l'enquête mensuelle de conjoncture de la Banque de France



Note : La valeur de référence est fixée à 100 et correspond à la valeur autour de laquelle fluctue l'indicateur en période normale.

Source : Banque de France

Derniers points : début septembre 2025

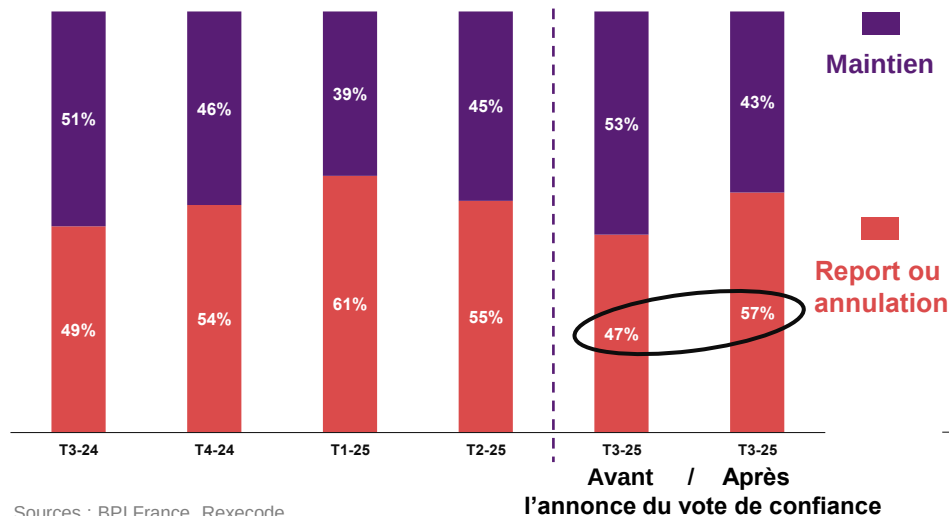
Le regain d'incertitude politique en France pèse sur la demande des TPE et des PME...

Avant l'annonce du vote de confiance, 47 % des TPE/PME signalaient un report ou une annulation des projets d'embauches. Après l'annonce, ce sont 10 points de plus.

S'agissant des projets d'investissement, la hausse est encore plus marquée (+16 points de pourcentage), à 76 %.

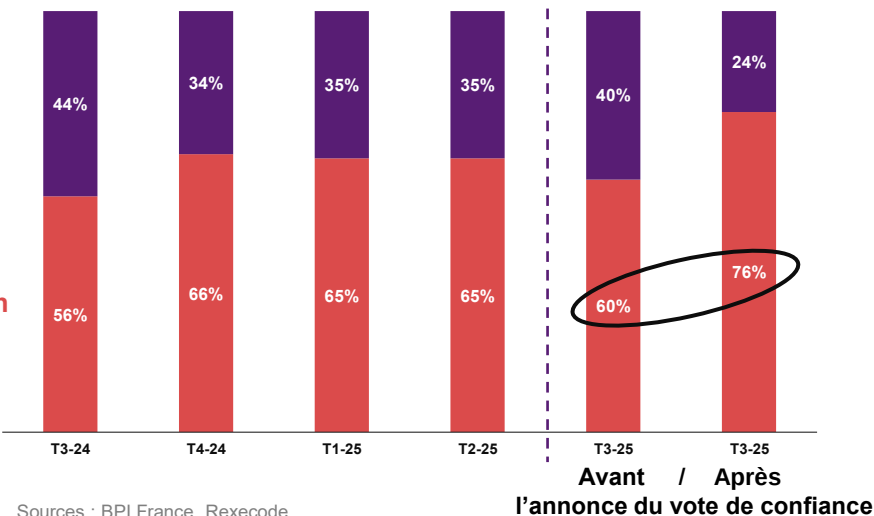
Projet d'embauches des TPE/PME

(en % des entreprises répondantes)



Projet d'investissement des TPE/PME

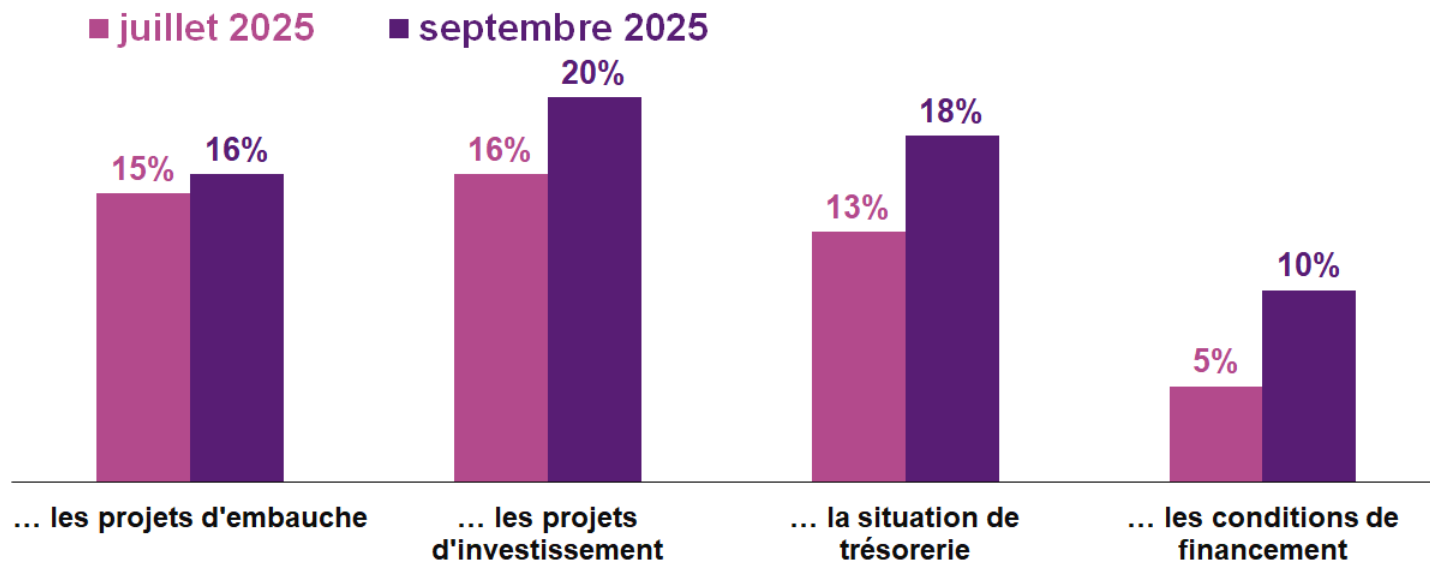
(en % des entreprises répondantes)



... ainsi que sur celle des ETI et des grandes entreprises

Part des entreprises estimant que l'incertitude politique a un impact fort sur...

(en % des entreprises répondantes)



Sources : Rexecode / AFTE / METI, d'après l'enquête auprès des ETI et des grandes entreprises.

| 02

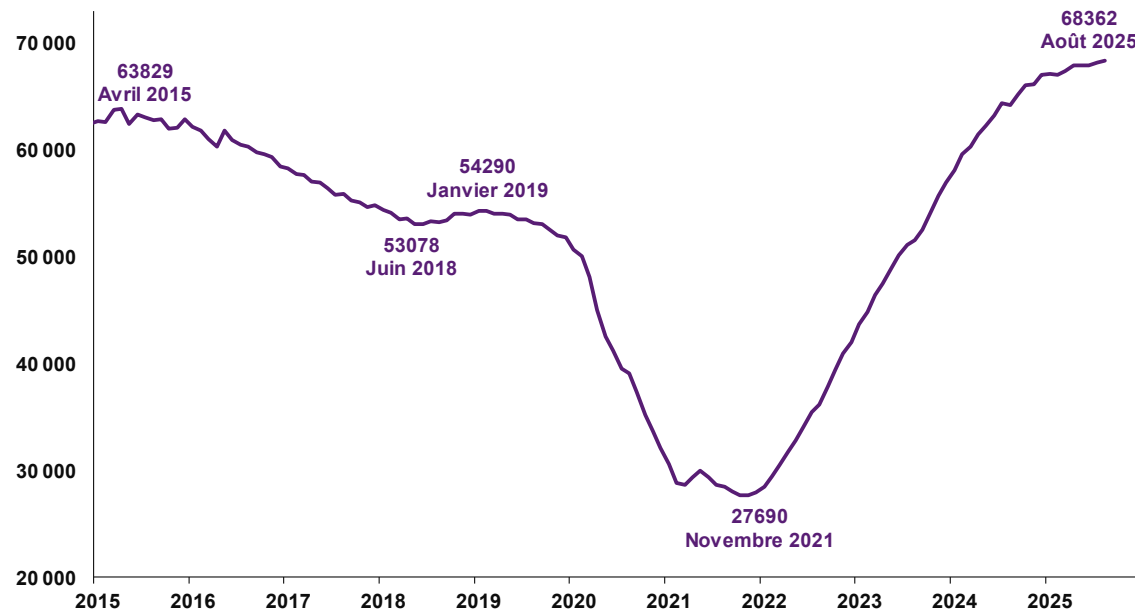
Diagnostic des défaillances à fin août 2025

- i. Le pic des défaillances d'entreprises est-il atteint ?**
- ii. Les emplois menacés sont désormais orientés à la baisse**
- iii. Pour 2025, le nombre de défaillances s'élèverait à 69 000**

En 2025, le nombre de défaillances a continué de progresser, s'établissant à près de 68 400 sur un an en août

Nombre de défaillances depuis 2015

(En cumul sur 12 mois)



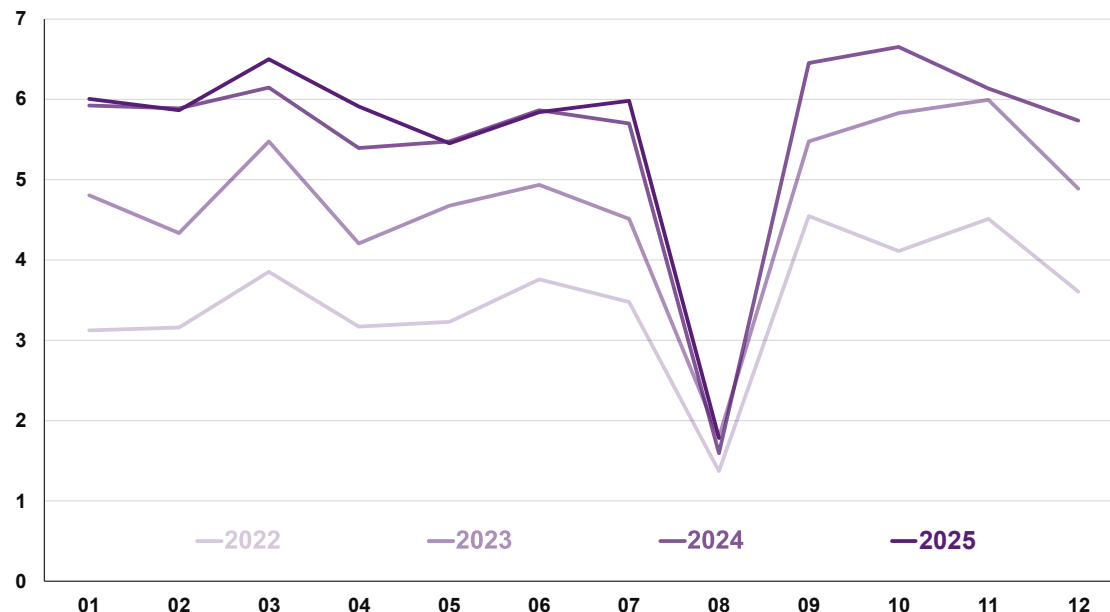
- ✓ Le niveau de défaillances d'entreprises **n'a jamais été aussi élevé** depuis 15 ans.
- ✓ Par rapport à 2019, le supplément de défaillances au cours des trois dernières années s'élève à **57 %** des moindres défaillances sur la période 2020-2022.
- ✓ Toutefois, l'année 2025 se caractérise par une **inflexion des défaillances**.

Source : BPCE L'Observatoire,
Dernier point : août 2025.

Bien que toujours élevé, le rythme de défaillances décélère

Les défaillances au mois le mois depuis 2022

(En milliers)



Source : BPCE L'Observatoire

✓ Sur les 8 premiers mois de l'année, la hausse des défaillances a été ramenée à 3 % contre une croissance à deux chiffres les deux années antérieures.

Évolution des défaillances sur les 8 premiers mois de l'année

2023

/

2022

+38 %

2024

/

2023

+21 %

2025

/

2024

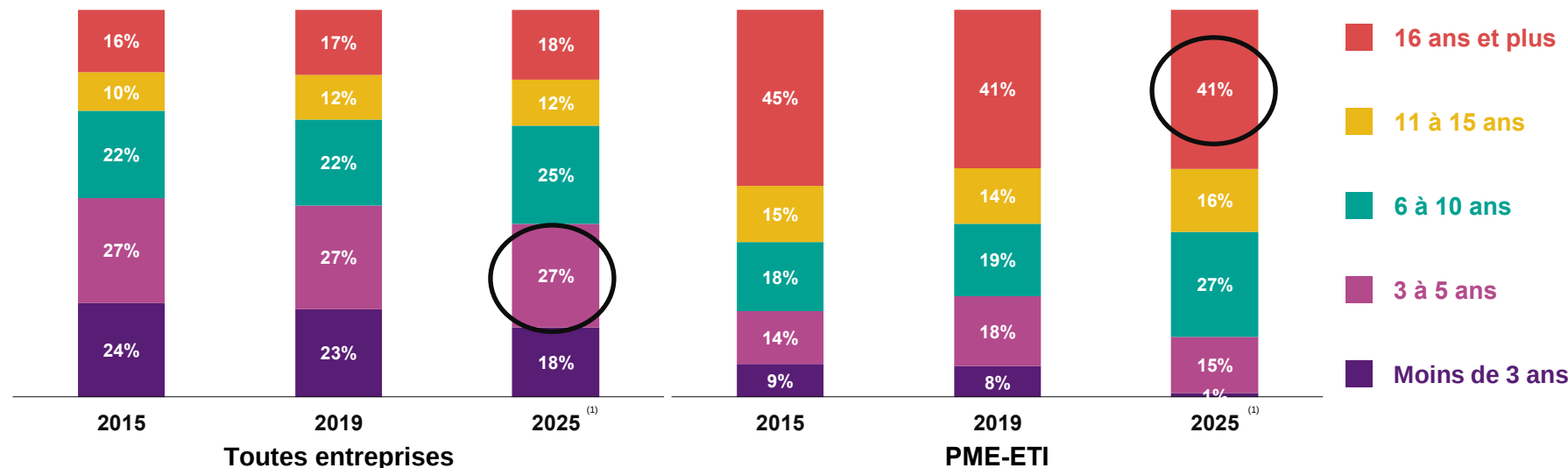
+3 %

Les défaillances d'entreprises touchent principalement les entreprises de 3 à 10 ans d'ancienneté,...

Ce constat est encore plus marqué pour les PME-ETI. Aujourd'hui, elles représentent plus d'un quart des défaillances contre moins d'un cinquième par le passé.

Part des entreprises défaillantes par ancienneté

(en pourcentage)



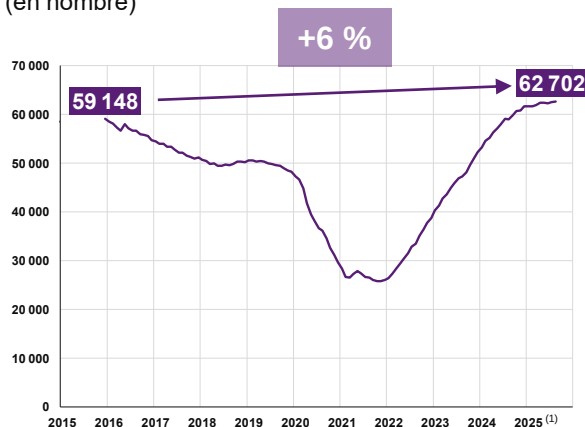
Source : BPCE L'Observatoire
1 période de 12 mois, de septembre 2024 à août 2025.

... les entreprises de taille intermédiaire et, dans une moindre mesure, les PME

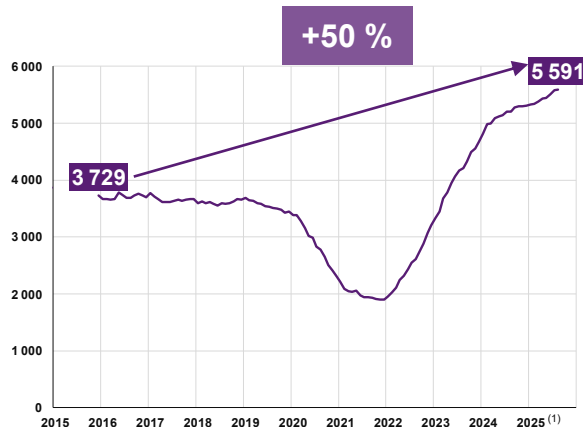
Alors que les défaillances des entreprises sont en hausse de 9 % depuis 2015, ce taux de croissance s'élève à 50 % pour les PME et à 94 % pour les ETI.

Part des entreprises défaillantes par catégorie

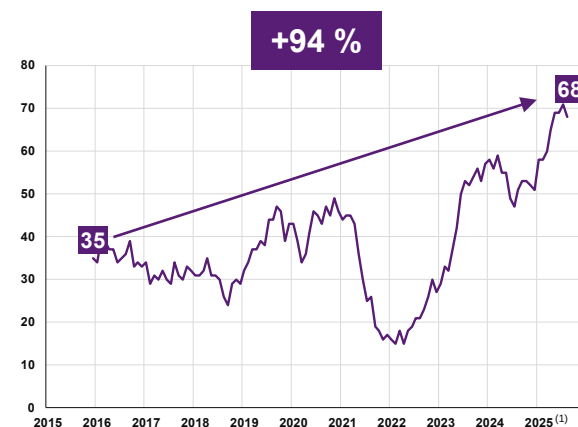
(en nombre)



Microentreprises



PME



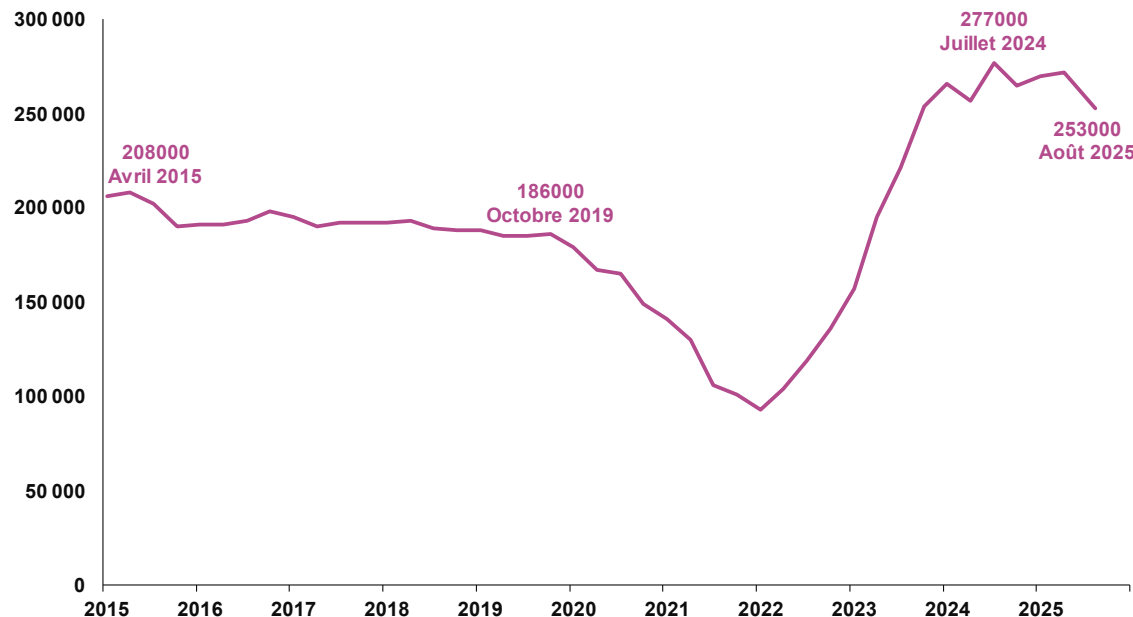
ETI

Source : BPCE L'Observatoire
1 période de 12 mois, de septembre 2024 à août 2025.

Bien qu'en légère décroissance, le nombre d'emplois menacés reste à un niveau élevé...

Nombre d'emplois menacés depuis 2015

(En cumul sur 12 mois)



Source : BPCE L'Observatoire,
Dernier point : août 2025.

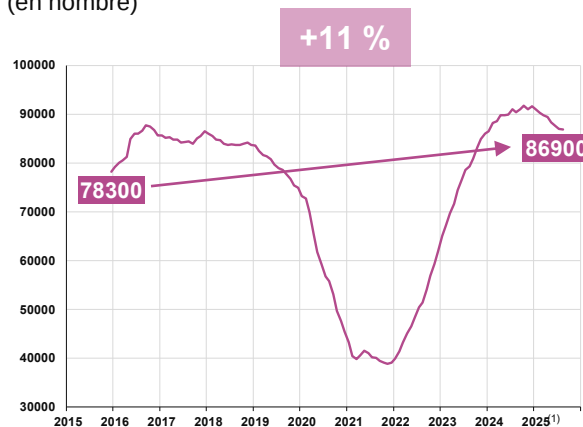
- ✓ En août 2025, **253 000 emplois sont menacés** du fait des défaillances d'entreprises sur 12 mois. Ce nombre est en baisse par rapport à l'année précédente.
- ✓ Par rapport à 2019, le supplément d'emplois menacés au cours des trois dernières années correspond à **137 %** des moindres emplois menacés sur la période 2020-2022.

... quelle que soit la catégorie d'entreprise

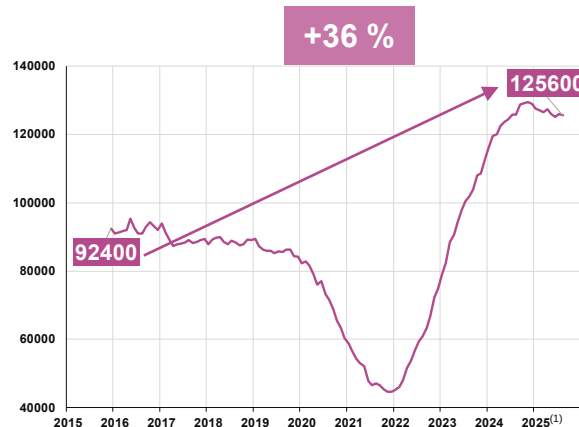
Le même constat prévaut ici également. Alors que la hausse des emplois menacés est de 32 % depuis 2015, elle s'élève encore à 64 % pour les ETI. Elle est nettement plus faible pour les très petites entreprises avec une inflexion visible depuis le début de l'année.

Emplois menacés par catégorie d'entreprises

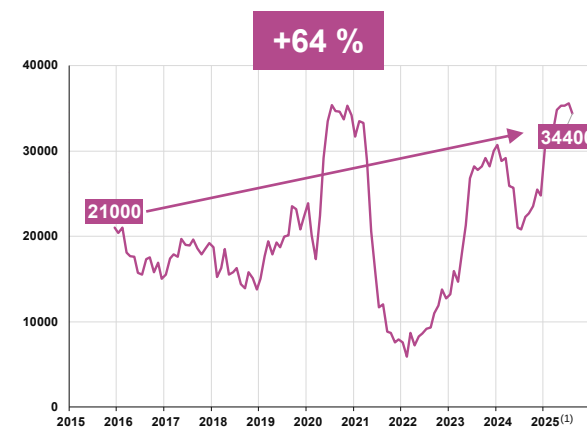
(en nombre)



Microentreprises



PME



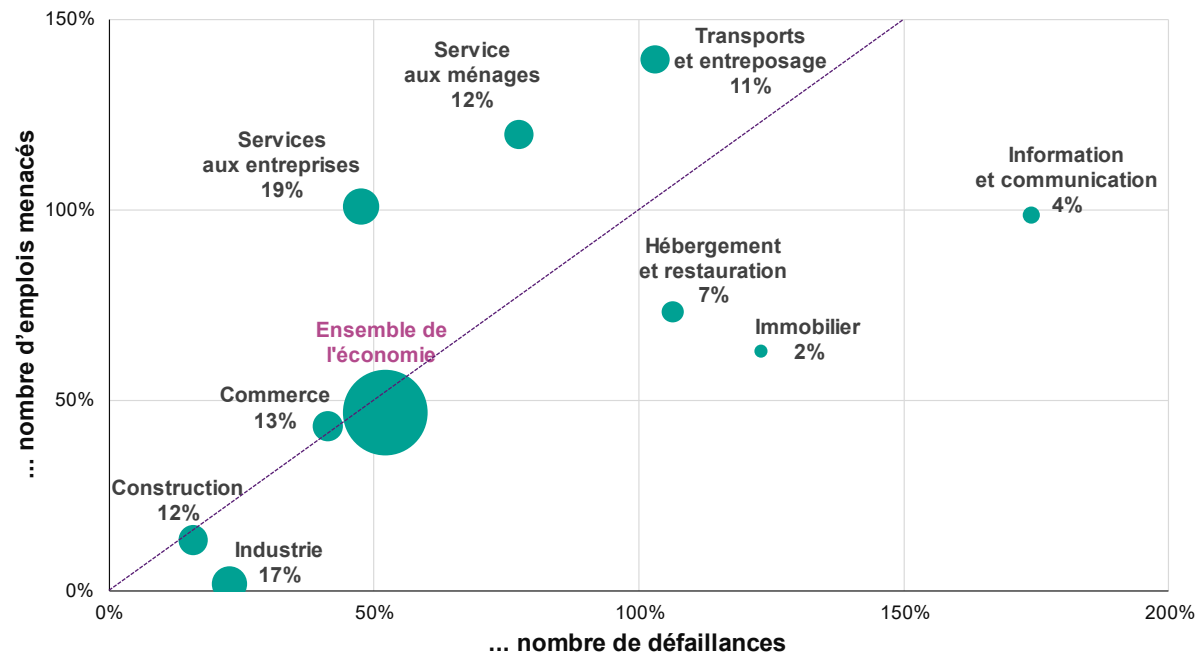
ETI

Source : BPCE L'Observatoire
1 période de 12 mois, de septembre 2024 à août 2025.

Les disparités sectorielles demeurent particulièrement importantes

Croissance entre 2015 et 2025⁽¹⁾ du...

(Le pourcentage indique ce que représentent les emplois menacés du secteur d'activité dans l'ensemble)



✓ La **construction** et le **transport** sont sensiblement plus représentés dans les emplois menacés par les défaillances : 23 % des emplois menacés contre 16 % des emplois de l'économie française.

✓ *A contrario*, le **commerce** et les **services aux entreprises** le sont moins : 32 % des emplois menacés contre 40 % des emplois de l'économie française.

Source : BPCE L'Observatoire

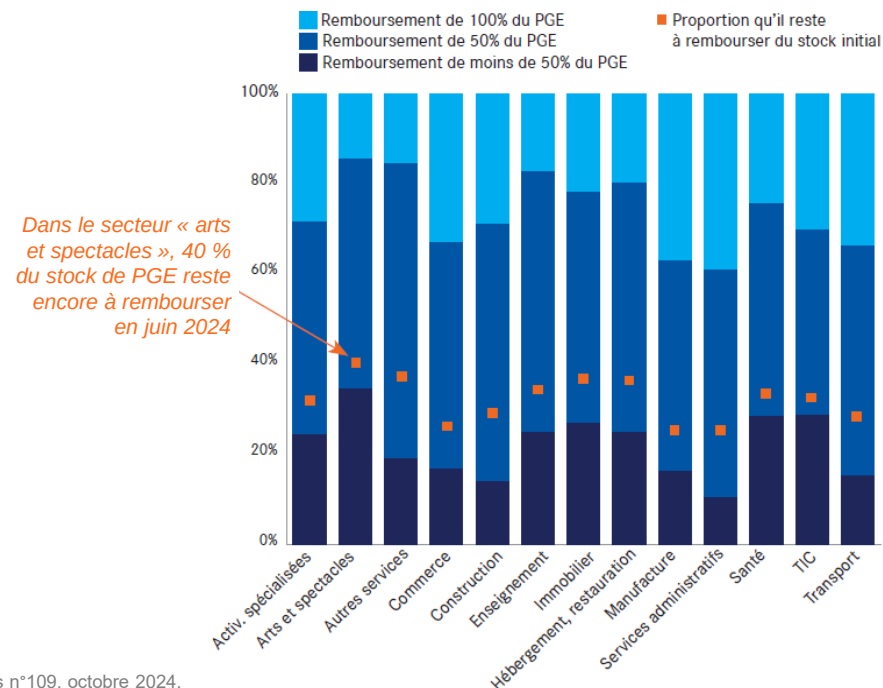
¹ période de 12 mois, de septembre 2024 à août 2025.

Les difficultés devraient se maintenir au cours des prochains mois...

Les PME-ETI continuent à être fragilisées en 2025, contrairement aux TPE :

- ✓ **Rattrapage total des défaillances de PME-ETI,**
- ✓ **Effet PGE** : 7,5 % des entreprises ayant contracté un PGE sont « à risque »⁽¹⁾,
- ✓ **Environnement économique contraint** (notamment dans certains secteurs), **transformé** (post covid) et **incertitude politique,**
- ✓ **La part des assignations de l'Urssaf⁽²⁾ dans les défaillances reste en-deçà de leur niveau de 2019**
 - **17 % des liquidations** liées à une assignation Urssaf en 2025 (23 % en 2019);
 - **22 % des redressements** liés à une assignation Urssaf en 2025 (34 % en 2019).
- ✓ **Des effets de second tour** des défaillances de PME-ETI sur les **sous-traitants de petite taille (TPE) ?**

Répartition sectorielle des classes de remboursement du PGE en juin 2024⁽¹⁾



1 CAE, « Prêt garanti par l'État : les entreprises pourront-elles rembourser ? Un éclairage à la mi-2024 », Focus n°109, octobre 2024.

2 Baromètre économique Urssaf, n°179, août 2025.

... et élever à 69 000 le nombre de défaillances sur l'année 2025 pour 245 000 emplois menacés

69 000 défaillances prévues en 2025 (légère révision à la hausse) ...
(soit un plus haut historique et une dégradation de 3 % rapport à 2024)

~

... avec un double effet : conjoncturel / incertitudes et héritage covid ...

... et des potentiels effets de second tour (sous-traitants des entreprises défaillantes)

~

Environ 245 000 emplois menacés en 2025
(léger reflux par rapport aux sommets de 2023 et 2024)

~

Maintien des défaillances à un niveau élevé

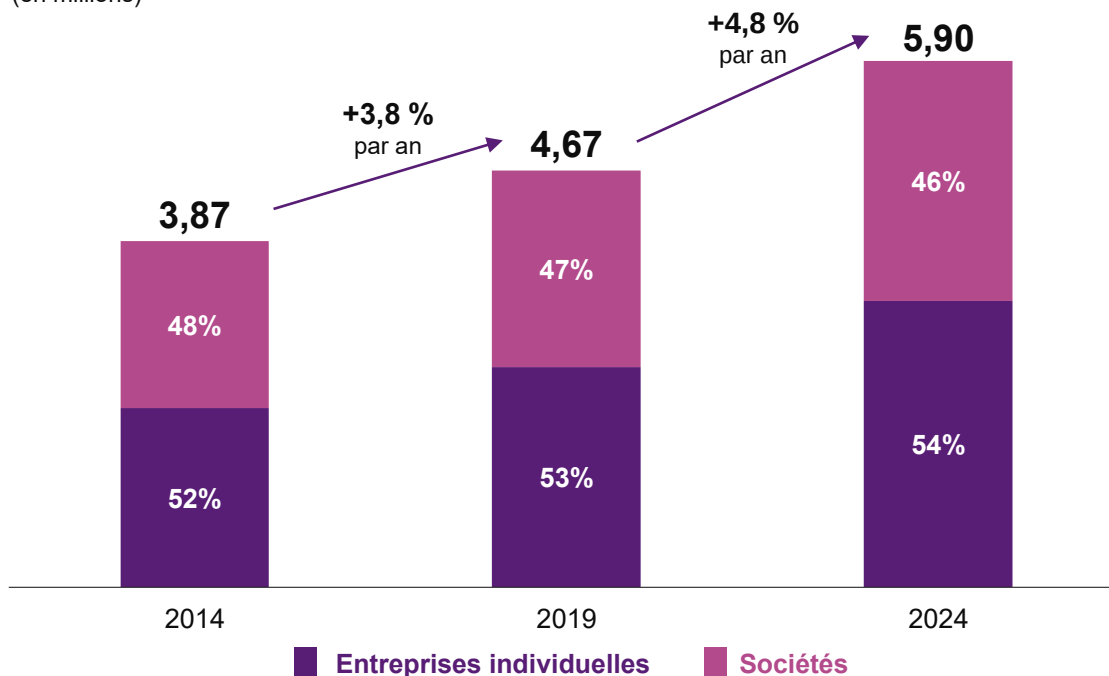
| 03

Analyse du taux de défaillance

- i. La démographie des entreprises est très dynamique, y compris pour les sociétés hors entreprises individuelles**
- ii. Le taux de défaillance reste bas... sauf pour les entreprises de taille moyenne ou intermédiaire**
- iii. Les disparités territoriales sont légion et certains territoires cumulent les vulnérabilités**

La démographie des entreprises est dynamique, particulièrement pour les entreprises individuelles

Stock des entreprises en France
(en millions)



- ✓ En 2024, **5,9 millions d'entreprises** sont dénombrés en France.
- ✓ Le nombre d'entreprises croît de près de **5 % en moyenne par an** au cours des 5 dernières années, rythme supérieur à celui enregistré sur les 5 années précédentes.
- ✓ Les **entreprises individuelles** représentent 54 % des entreprises totales, proportion en hausse au cours du temps.

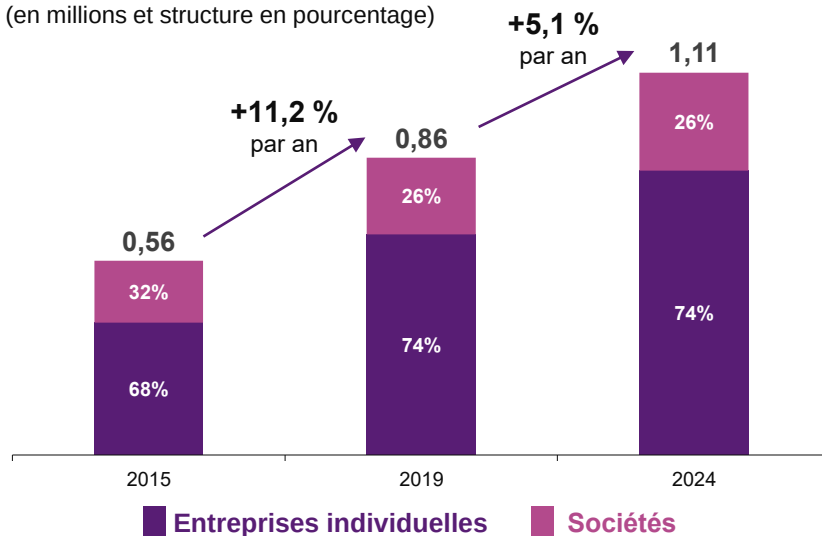
Sources : Insee, estimation BPCE L'Observatoire pour 2024.

En dix ans, le nombre de créations d'entreprises a doublé...

En 2024, un peu plus de **1,1 million d'entreprises** ont été créées, soit deux fois plus qu'en 2015. Le taux de créations s'élève à 19 %. Stable sur les 5 dernières années, il est nettement plus élevé pour les entreprises individuelles que pour les sociétés (26 % contre 11 %).

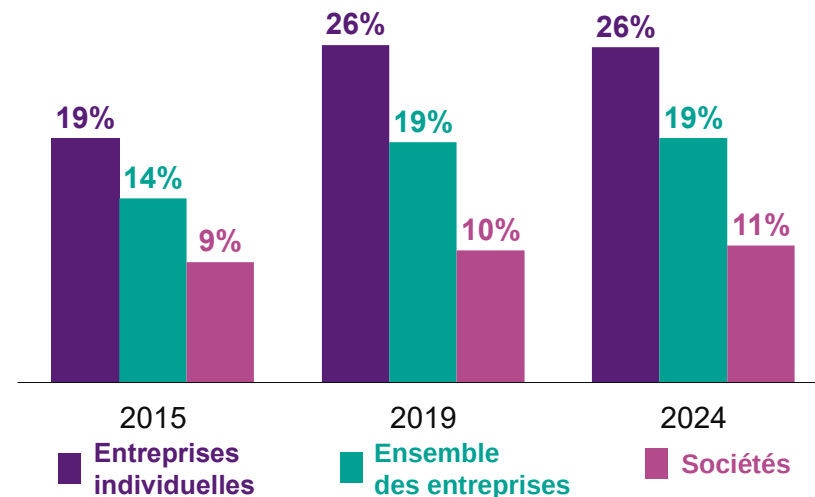
Créations d'entreprises

(en millions et structure en pourcentage)



Taux de créations des entreprises

(= ratio entre le nombre de création et le stock des entreprises)



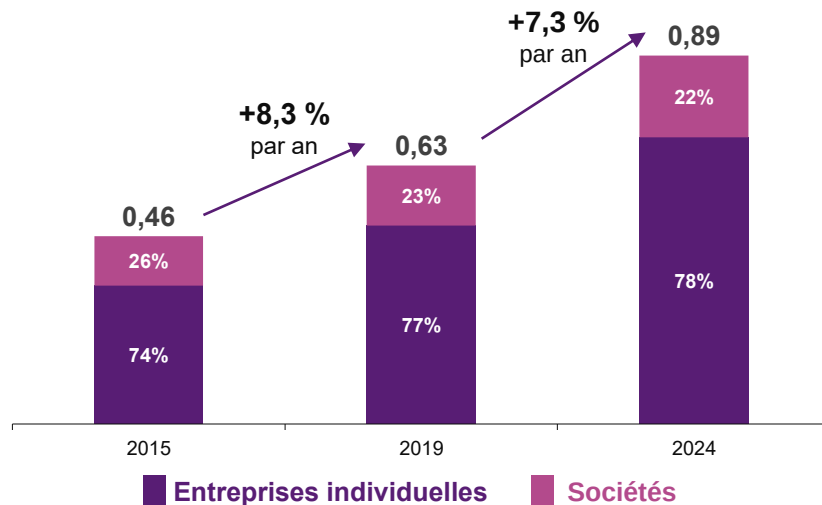
Sources : Insee, estimation BPCE L'Observatoire.

... tout comme le nombre de cessations, signe d'un renouvellement élevé des entreprises en France

En 2024, près de **0,9 million d'entreprises** ont cessé leurs activités, soit deux fois plus qu'en 2015. Le taux de cessations s'élève à 15 %. Il progresse d'année en année et demeure près de trois fois supérieur pour les entreprises individuelles que pour les sociétés (22 % contre 7 %).

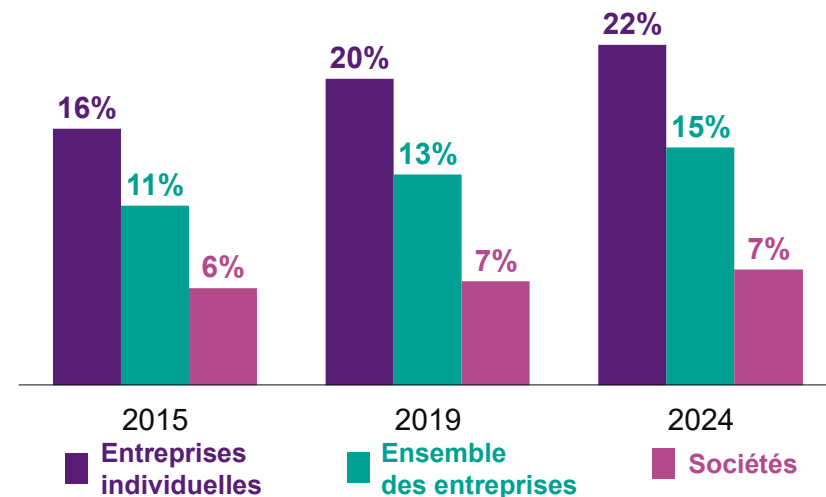
Cessations d'entreprises

(en millions et structure en pourcentage)



Taux de cessations des entreprises

(= ratio entre le nombre de cessations et le stock des entreprises)

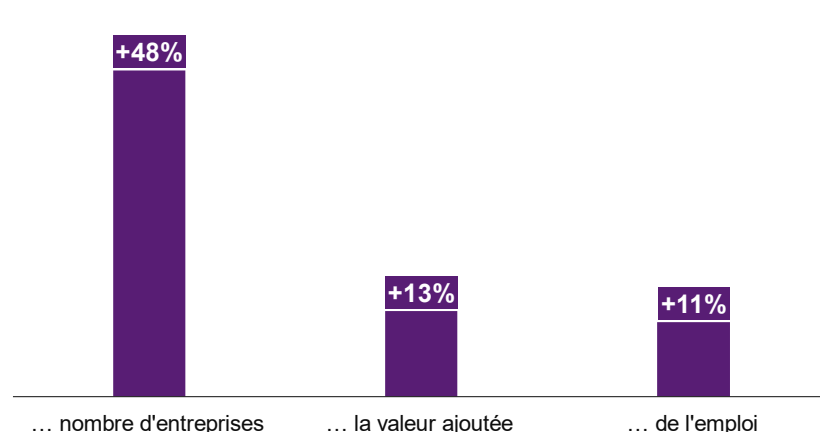


Sources : Insee, estimation BPCE L'Observatoire.

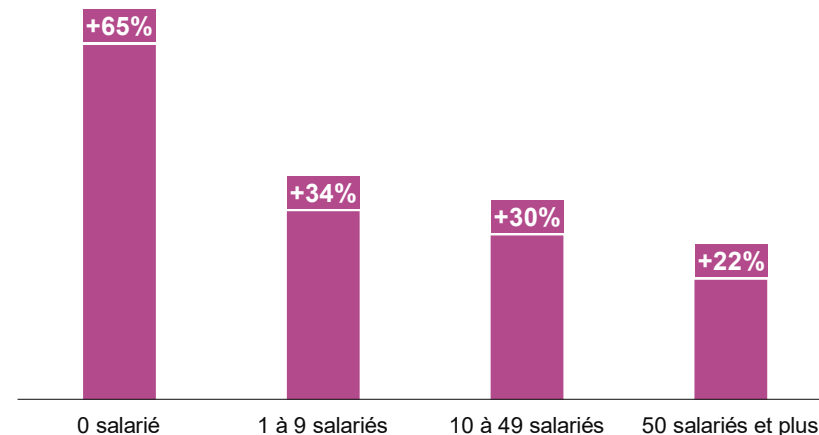
En synthèse, la démographie des entreprises en France est particulièrement dynamique et en croissance !

Si la croissance du nombre d'entreprises (48 %) est largement supérieure à celle de la valeur ajoutée (en volume, +13 %) ou de l'emploi (+11 %), c'est essentiellement le fait des micro-entreprises. Tout en restant dynamique, la démographie des entreprises est fonction de la taille.

Croissance entre 2019 et 2024 de...

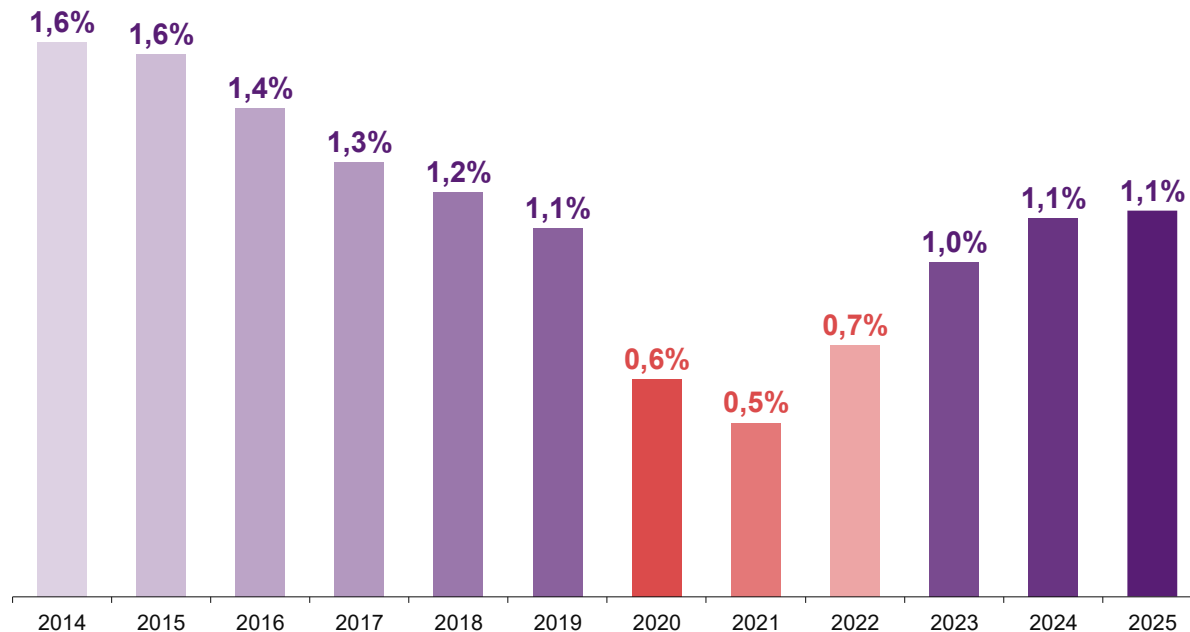


Croissance entre 2019 et 2024 du nombre d'entreprises par taille



En 2025, le taux de défaillances des entreprises reste à un niveau bas, identique à ceux de 2024 et de 2019

Taux de défaillances des entreprises (en pourcentage)



Sources : Insee, estimations BPCE L'Observatoire.

La hausse du taux de défaillances des entreprises depuis le point bas de 2021 est concomitante à 2 phénomènes :

- ✓ Une **conjuncture dégradée** avec une croissance du PIB inférieure à son potentiel ;
- ✓ Un **effet rattrapage** des défaillances suspendues pendant la période covid.

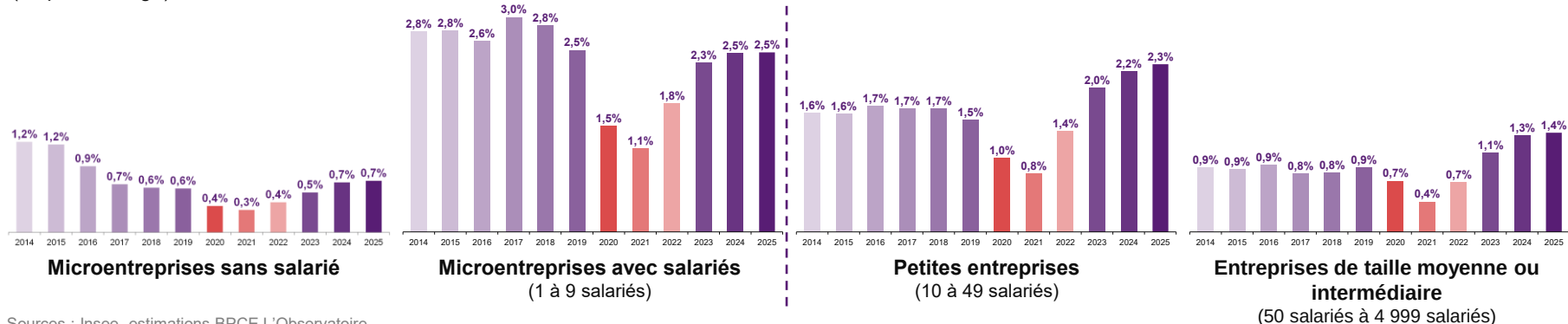
Depuis trois ans, le taux de défaillances est toutefois supérieur à celui de 2019 pour les PME et les ETI...

Trois enseignements :

- Structurellement, plus l'entreprise est grande plus le taux de défaillances diminue (sauf pour les « 0 salarié ») ;
- Pour les entreprises sans salarié, le taux de défaillances baisse tendanciuellement ;
- Le rebond des défaillances post-Covid est plus franc pour les petites entreprises (10 à 49 salariés) et surtout pour les entreprises de taille moyenne ou intermédiaire (50 salariés et plus).

Taux de défaillances des entreprises par taille

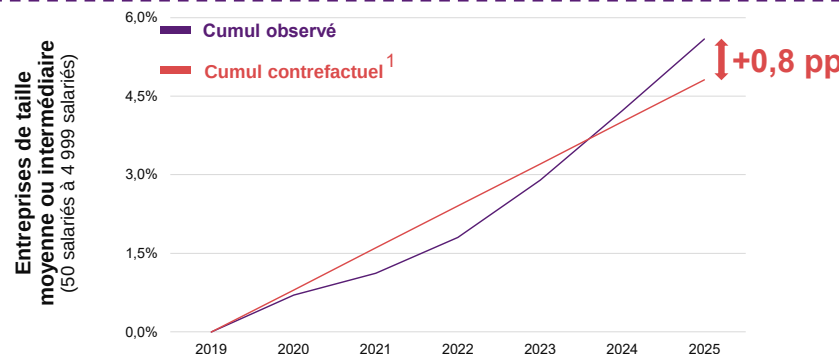
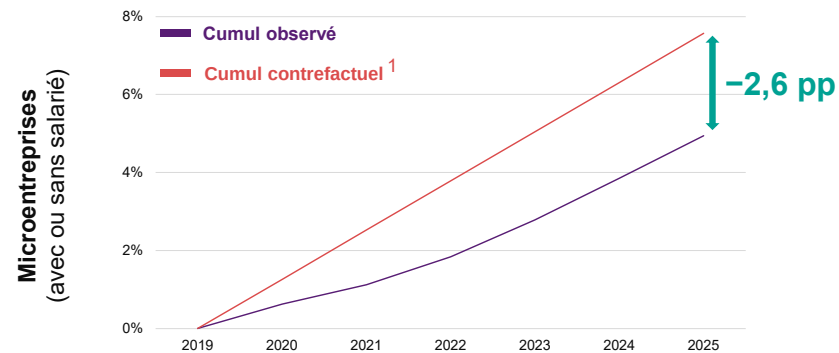
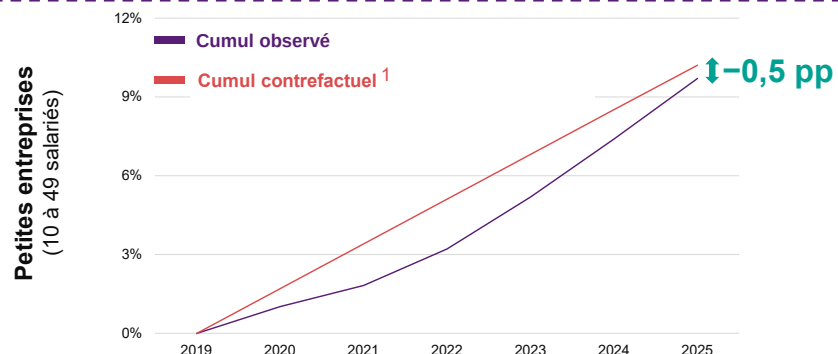
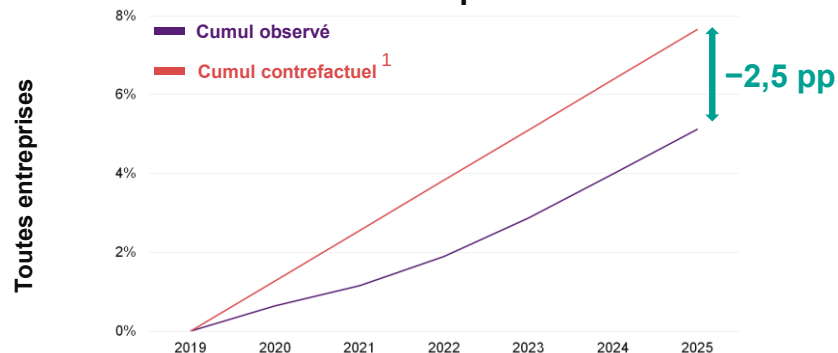
(en pourcentage)



Sources : Insee, estimations BPCE L'Observatoire.

... y compris en tenant compte des moindres défaillances sur la période 2020-2022 liées aux aides Covid-19

Taux de défaillances cumulé depuis 2019

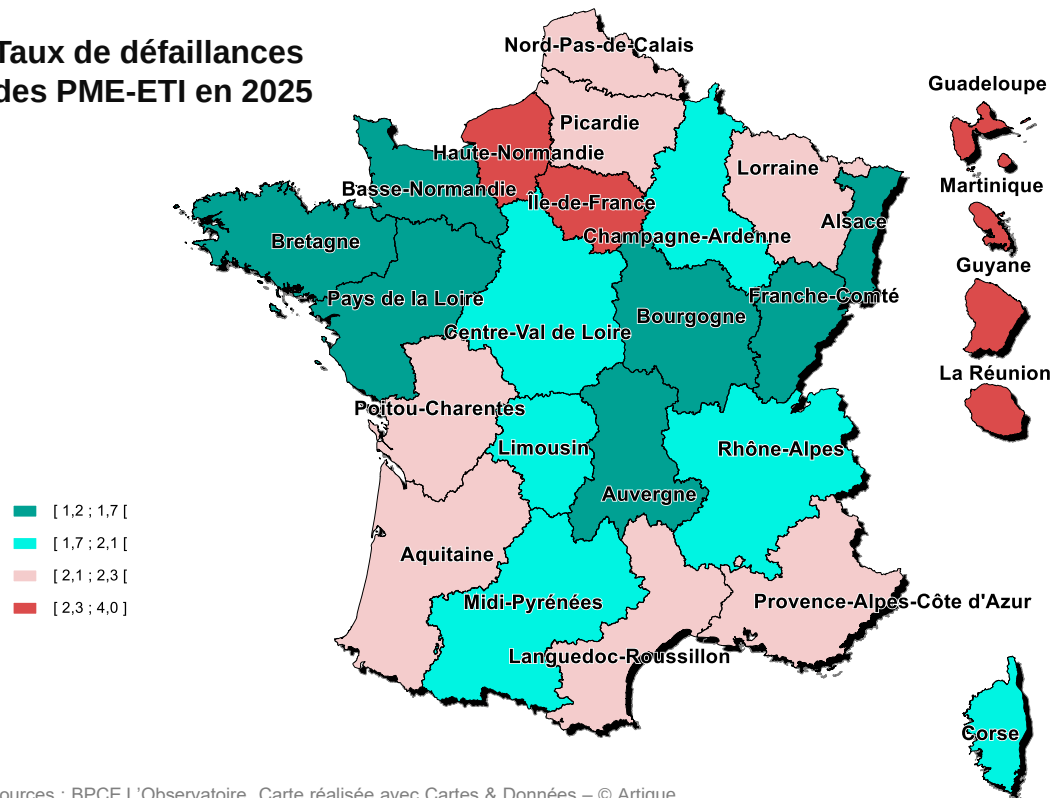


Sources : BPCE L'Observatoire.

¹ tendance hors effet Covid

En 2025, les taux de défaillances sont très disparates selon les territoires...

Taux de défaillances
des PME-ETI en 2025



Au niveau national, le taux de défaillances des PME-ETI en 2025 est de 2,1 %.

Certains territoires sont en-deçà :

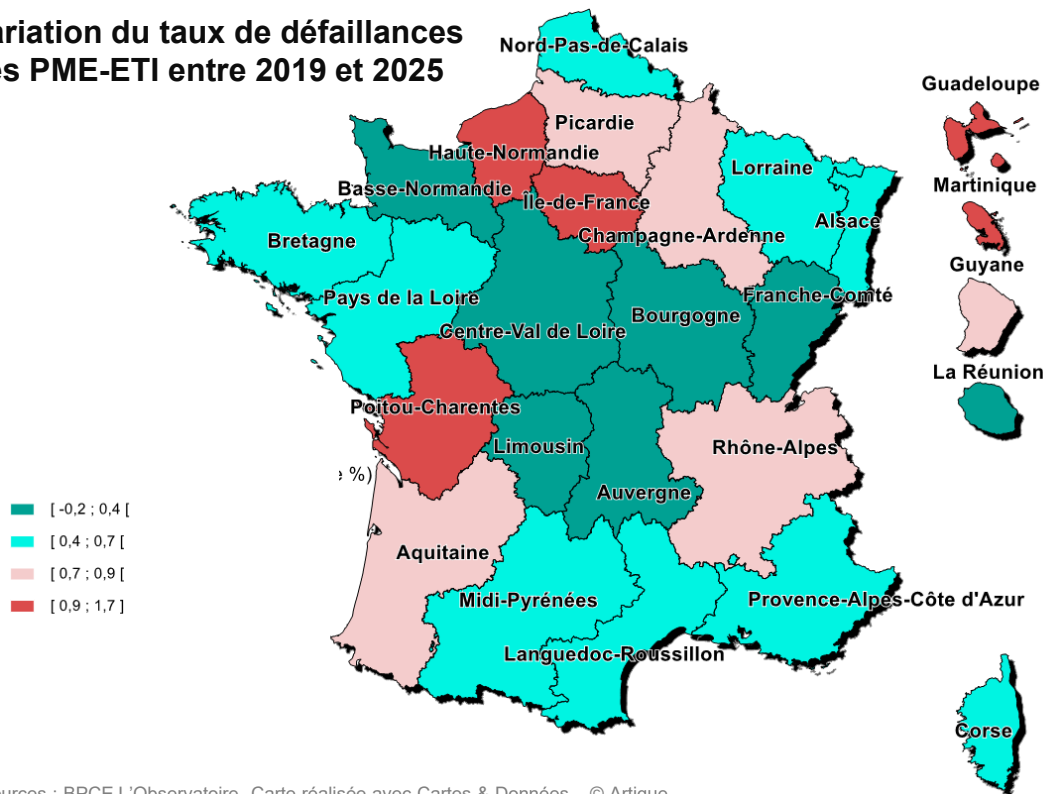
- ✓ Basse-Normandie 1,2%
- ✓ Franche-Comté, Bretagne 1,5%
- ✓ Alsace, Pays-de-la-Loire 1,6%

D'autres sont au-delà :

- ✓ Guyane 4,0%
- ✓ Guadeloupe, Martinique 3,8%
- ✓ Île-de-France 2,7%
- ✓ La Réunion 2,6%
- ✓ Haute-Normandie 2,3%

... et les évolutions depuis 2019 aussi !

Variation du taux de défaillances des PME-ETI entre 2019 et 2025



Au niveau national, le taux de défaillances des PME-ETI a cru entre 2019 et 2025 de +0,7 point de pourcentage (pp).

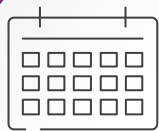
Certains territoires sont en-deçà :

- ✓ Limousin -0,2 pp
- ✓ Basse-Normandie +0,0 pp
- ✓ Bourgogne, La Réunion +0,1 pp
- ✓ Centre-Val de Loire +0,2 pp

D'autres sont au-delà :

- ✓ Martinique +1,7 pp
- ✓ Poitou-Charentes, Guadeloupe +1,5 pp
- ✓ Haute-Normandie, Île-de-France +1,0 pp

En synthèse, que retenir ?



L'environnement économique et financier des entreprises se dégrade

La demande adressée à l'économie enregistre un coup de frein, ce qui amène à une nette dégradation des comptes des entreprises

Les perspectives dans les mois à venir sont ternies par les incertitudes politiques et budgétaires



En 2025 69 000 défaillances 245 000 emplois menacés

Bien que toujours élevé, le rythme de défaillances décélère (+3 % contre +18 % en 2024)...

... et le nombre d'emplois menacés est en recul (-8 % contre +2 % en 2024)



Le taux de défaillances s'établit à 1,1 %, stable sur l'année et identique à celui de 2019

Plus l'entreprise est grande...

... plus le taux de défaillances diminue

MAIS

... plus le rebond des défaillances post-Covid est franc !



Le rattrapage de la période COVID, 2020-2022 est-il désormais derrière nous ?

OUI, pour les PME et les ETI, tenant également compte des développements qui ont suivi (crise inflationniste, incertitudes politiques...).

NON,
pour les TPE

Les auteurs



**José
BARDAJI**

Au sein du pôle Finances groupe dirigé par Jérôme Terpereau, José Bardaji est directeur des Études et Prospective du Groupe BPCE.

Après une carrière à l'Insee et à la Direction générale du Trésor, notamment au sein des bureaux études, conjonctures, prévisions et marché du travail, José Bardaji prend les fonctions de directeur des statistiques et de la recherche économique de France Assureurs. Il est diplômé de l'ENSAE et titulaire d'un Master 2 en sciences économiques de l'Université Panthéon-Sorbonne et en actuariat au Cnam.



**Julien
LAUGIER**

Économiste au sein de la direction Études et Prospective du Groupe BPCE, Julien Laugier étudie les sujets relatifs à l'économie du sport et aux entreprises (croissance des PME-ETI, cession-transmission, défaillances). Diplômé de l'université Paris-Dauphine, il a été prévisionniste et macro-économiste à la direction générale du Trésor.

Retrouvez
l'ensemble de nos
publications sur
groupebpce.com



groupeBPCE.com

BANQUE
POPULAIRE 

 CAISSE
D'ÉPARGNE

 casden
BANQUE POPULAIRE

 CRÉDIT
COOPÉRATIF

 oney

BANQUE
PALATINE 

 NATIXIS
CORPORATE AND
INVESTMENT BANKING

 NATIXIS
INVESTMENT MANAGERS